



Strasbourg, le 15 octobre 2012

GT-GDR-B(2012)R2 Addendum III

COMITE DIRECTEUR POUR LES DROITS DE L'HOMME  
(CDDH)

---

**GROUPE DE RÉDACTION "B" SUR LA RÉFORME DE LA COUR  
(GT-GDR-B)**

---

  

---

**Projet de Protocole n°16 à la Convention**

---

## Préambule

Les Hautes Parties contractantes à la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales, signée à Rome le 4 novembre 1950 (ci-après dénommée « la Convention »), signataires du présent Protocole,

Vu les dispositions de la Convention , notamment l'article 19 établissant la Cour européenne des Droits de l'homme (ci-après dénommée « la Cour ») ;

Considérant la nécessité d'augmenter l'efficacité du mécanisme de la Convention ;

Considérant que l'extension de la compétence de la Cour de donner des avis consultatifs renforcera l'interaction entre la Cour et les autorités nationales et consolidera ainsi la mise en œuvre de la Convention, conformément au principe de subsidiarité ;

Vu l'Avis n° ... (20..), adopté par l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe le ... ;

Sont convenus de ce qui suit :

## Article 1

1. Les plus hautes juridictions d'une Haute Partie contractante, telles que désignées au titre de l'article 6, peuvent adresser à la Cour des demandes d'avis consultatifs sur des questions de principe relatives à l'interprétation ou à l'application des droits et libertés définis par la Convention ou ses protocoles.

2. La juridiction à l'origine de la demande [ne] peut solliciter un avis consultatif [que] dans le contexte d'une affaire pendante devant elle.<sup>1</sup>

3. La juridiction à l'origine de la demande motive sa demande d'avis et produit à son appui les éléments pertinents du contexte juridique et factuel de l'affaire pendante.

## Article 2

1. Un collège de cinq juges de la Grande Chambre se prononce sur l'acceptation de la demande d'avis consultatif au regard des critères définis à l'article 1. Tout refus du collège d'accepter la demande est motivé.

2. Lorsque le collège accepte la demande, la Grande Chambre rend un avis consultatif.

3. Le collège et la Grande Chambre, prévus aux paragraphes qui précèdent, comprennent de plein droit le juge élu au titre de la Haute Partie contractante dont relève la juridiction à l'origine de la demande.

---

<sup>1</sup> Proposition alternative : « Un avis consultatif est sollicité dans le contexte d'une affaire pendante devant la juridiction à l'origine de la demande. »

**Article 3**

La Haute Partie contractante dont une juridiction a sollicité un avis consultatif a le droit de présenter des observations écrites et de prendre part à toute audience. Le Président de la Cour peut, dans l'intérêt d'une bonne administration de la justice, inviter toute autre Haute Partie contractante ou personne à présenter également des observations écrites ou à prendre part à toute audience.

**Article 4**

Les avis consultatifs ne sont pas contraignants.

**Article 5**

1. Les avis consultatifs sont motivés.
2. Si l'avis consultatif n'exprime pas en tout ou en partie l'opinion unanime des juges, tout juge a le droit d'y joindre l'exposé de son opinion séparée.
3. Les avis consultatifs sont transmis à la juridiction à l'origine de la demande et à la Haute Partie contractante dont cette juridiction relève .
4. Les avis consultatifs sont publiés.

**Article 6**

Chaque Haute Partie contractante [à la Convention] indiquera, au moment de la signature ou du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation, au moyen d'une déclaration adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, quelles juridictions il désigne aux fins de l'article 1, paragraphe 1 du présent Protocole. Cette déclaration peut être modifiée à tout moment de la même manière.

**Article 7**

Pour les Hautes Parties contractantes à la Convention qui sont liées par le présent Protocole, les dispositions des articles du présent Protocole qui précèdent sont considérées comme des articles additionnels à la Convention.

**Article 8**

1. Le présent Protocole est ouvert à la signature des Hautes Parties contractantes à la Convention, qui peuvent exprimer leur consentement à être liés par :
  - a signature sans réserve de ratification, d'acceptation ou d'approbation ; ou
  - b signature sous réserve de ratification, d'acceptation ou d'approbation suivie de ratification, d'acceptation ou d'approbation.
2. Les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation seront déposés près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

**Article 9**

1. Le présent Protocole entrera en vigueur le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de trois mois après la date à laquelle [trois] Hautes Parties contractantes à la Convention auront exprimé leur consentement à être lié par le Protocole conformément aux dispositions de l'article 8.

2. Pour toute Haute Partie contractante à la Convention qui exprimera ultérieurement son consentement à être lié par le présent Protocole, celui-ci entrera en vigueur le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de trois mois après la date de l'expression de son consentement à être liée par le Protocole conformément aux dispositions de l'article 8.

**Article 10**

Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe notifiera aux Hautes Parties contractantes à la Convention :

- a toute signature ;
- b le dépôt de tout instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation ;
- c toute date d'entrée en vigueur du présent Protocole conformément à son article 9 ;
- d tout autre acte, notification ou déclaration ayant trait au présent Protocole.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent Protocole.

Fait à xxx, le xxx, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire qui sera déposé dans les archives du Conseil de l'Europe. Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe en communiquera copie certifiée conforme à chacune des Hautes Parties contractantes à la Convention.